

I. — Recherche et montagne

On peut arpenter la montagne muni de topos, guides, cartes, être expert en météo ou en risques d'avalanche, militer pour la protection des espaces montagnards et connaître à fond sa faune et sa flore. On peut avoir le pied agile et bien connaître la montagne. On peut aussi y vivre ou (et) en vivre. On peut également aborder la montagne sous l'angle de la recherche. C'est ce qu'a choisi de faire une équipe de chercheurs du C.E.R.A.T., centre de recherche de l'I.E.P., associée au C.N.R.S.

Regroupés au sein du département « Politiques de la montagne », ces chercheurs ont pour centre d'intérêt privilégié l'espace montagnard. Celui-ci est étudié selon plusieurs approches : politique, psychologique, sociale. La synthèse des différents travaux permet de dégager une spécificité propre à l'espace montagnard.

Vers une politique agricole

Parmi les recherches effectuées, citons celle de Françoise Gerbaux sur la genèse de la politique de la montagne. Une étude réalisée dans le cadre d'une thèse de doctorat de 3^e cycle soutenue en 1983 et portant sur le cas des mesures de politique agricole.

Rappelons qu'en 1945, la gestion

de l'espace montagnard revenait à l'administration forestière. Il s'agissait alors d'une simple gestion territoriale. Durant la période de l'après-guerre, se structure une politique publique au niveau national, une politique qui se décide à Paris sans tenir compte des spécificités du milieu montagnard. Dans les années 60 démarrent des politiques adaptées aux réalités de la montagne mais diversifiées en trois secteurs : tourisme, agriculture et protection de la nature. Trois politiques indépendantes les unes des autres, bien souvent antagonistes. Enfin, en 1972, des réformes apparaissent, visant à une politique globale de la montagne. Là encore persiste un certain manque de cohérence. La protection de la nature et le tourisme s'effectuent souvent au détriment de l'agriculture. Il semble que désormais le nouveau gouvernement veuille renverser cette tendance en soutenant le développement économique des zones de montagne, en aidant les initiatives « à la base ».

Par ailleurs, un dialogue est ouvert avec les grandes administrations comme l'Education nationale ou le ministère des Transports, afin qu'elles adaptent leurs normes aux spécificités montagnardes. Est-il, par exemple, opportun de fermer une petite école de montagne qui ne corres-

pond pas aux normes nationales d'effectif alors que cette fermeture va entraîner pour les élèves des problèmes de transports périlleux, du moins en hiver ?

L'enquête de Françoise Gerbaux a été réalisée sur le terrain. Plus particulièrement dans les zones de montagne de la Savoie, l'Isère et les Hautes-Alpes. Son étude repose sur une trentaine d'entrevues et de nombreuses rencontres avec des agriculteurs, des élus, des personnels administratifs.

La pluriactivité

De décembre 83 à avril 84, les membres de l'équipe « Politiques de la montagne », outre Françoise Gerbaux, Dominique Vivier et Jean-Paul Zuanon, ont mené une enquête en vue du colloque « Innover en montagne » qui s'est déroulé lors du S.A.M. 84. Cette enquête concernait toutes les zones de montagne françaises et a permis de rendre compte de diverses expériences et initiatives locales. Actuellement, Françoise Gerbaux et Dominique Vivier travaillent sur le projet d'une enquête sur la pluriactivité (saisonniers du tourisme, agriculteurs...) en montagne.

Parallèlement, Dominique Vivier mène une recherche sur les conditions du développement rural dans les zones de montagne et les zones défavorisées, à partir de procédures nouvelles comme les contrats de pays.

Dans un prochain article, nous nous intéresserons aux travaux de recherche de Jean-Paul Zuanon et de Bernard Poche, plus particulièrement axés sur la protection de la nature et le rapport de l'individu à la montagne, pour l'un, sur une approche sociologique de l'espace montagnard, pour l'autre.

Corine LACRAMPE

II. — Recherche et montagne

LE C.E.R.A.T., Centre de recherche de l'I.E.P., associé au C.N.R.S., compte plusieurs chercheurs s'intéressant à la montagne. Nous avons parlé dans un article précédent des travaux de Françoise Gerbaux et Dominique Vivier, plus particulièrement axés sur la gestion politique de la montagne, son histoire et son actualité. Les recherches de Jean-Paul Zuanon s'attachent à d'autres réalités et ont donné lieu à plusieurs publications dont : « La fréquentation touristique dans les espaces naturels protégés » et « La protection de la montagne, des discours aux politiques, des mythes aux réalités ». En liaison avec ses recherches, Jean-Paul Zuanon participe aux travaux de la Commission nationale de la protection de la montagne du Club alpin français ainsi qu'à ceux du Comité scientifique des réserves naturelles de Haute-Savoie.

A chacun sa montagne

Alors que Françoise Gerbaux et Dominique Vivier analysent l'espace montagne selon sa dimension politique, Jean-Paul Zuanon s'attache aux différentes manières dont les usagers perçoivent la montagne. Son étude dégage la dimension affective et psychologique que prend la relation unissant l'individu à la montagne. Des touristes randonneurs, aux autochtones agricoles, en passant par les travailleurs saisonniers, à chacun sa perception de la montagne, à chacun sa pratique. Des pratiques différentes, parfois antagonistes.

Selon Jean-Paul Zuanon, l'espace montagne apparaît comme un espace particulièrement intéressant pour le chercheur en sciences sociales : « C'est un terrain relativement neuf. Jusqu'à une époque récente, il constituait un terrain d'investigation scientifique peu défriché, sinon sur la base d'approches naturalistes et descriptives (géographiques, historiques...) et sectorielles. Rares étaient les travaux ayant trait aux perceptions de cet espace, et aux problèmes posés par son utilisation. Cet état de fait peut s'expliquer par le caractère marginal de la montagne. C'est un espace peu habité, dans lequel il ne se passe apparemment pas grand chose et d'un poids économique sans commune mesure avec son étendue. Aujourd'hui, la montagne assume le statut ambivalent « d'espace délaissé » et « d'espace convoité ». Un nombre croissant d'individus et de groupes prétendent l'utiliser et jouir de telle ou telle de ses qualités : l'étendue, la neige, l'eau, le silence, le paysage... Chaque groupe d'usagers cherche à concrétiser sur le terrain sa propre vision idéale, ce qui n'exclut pas certaines distorsions entre discours et pratiques. Les activités de certains groupes sont neutres, c'est-à-dire compatibles avec d'autres, mais il en existent dont l'exercice perturbe les autres. Alors la montagne apparaît comme un champ de forces mettant en présence des projets multiples

et parfois contradictoires d'utilisation d'un même espace ».

Et si la crise gagne les loisirs ?

Au sein du C.E.R.A.T., Bernard Poche aura une approche plus sociologique de la montagne. Ses travaux sont basés sur une analyse serrée des comportements individuels, de l'évolution des groupes locaux et de la manière dont ils s'adaptent aux contextes d'origine extérieure. Ainsi a-t-il mené des études sur le devenir des sites industriels du début du siècle (Albertville, Ugine, Moûtiers), sur l'impact de l'assistance architecturale en Haute-Tarentaise ou sur l'identité locale d'une commune de Haute-Maurienne (Bessans).

Bernard Poche explique : « Les groupes sociaux locaux ont une attitude réaliste et, que ce soit dans le domaine de l'habitat ou celui de l'orientation scolaire, font la différence entre la montagne touristique qui est essentiellement une source de revenus, avec son image voire son folklore, et leur avenir personnel, qui n'intègre que très rarement la conservation des attitudes anciennes telles que les rêve le touriste. Conserver le

décor, oui, si cela procure des emplois. Inalper du bétail laitier, non, le plus souvent. Et parmi les élèves des lycées et L.E.P. des basses vallées, aucun n'avait en 1980 de velléité de recommencer l'aventure de l'agriculture de montagne, en revanche les intentions de quitter la région étaient nombreuses ».

L'alternative à une agriculture par trop pénible fut le tourisme. Bernard Poche exprime à ce sujet une certaine inquiétude : « Les économies locales n'ont pratiquement misé que sur le grand tourisme. Pour l'instant le flux des vacanciers ne se tarit pas, malgré la crise. Même le bâtiment se maintient. Davantage de constructions, répondent

les montagnards à la demande citadine de protection de la nature. Et si la crise gagne les loisirs ? Il n'est pas sûr que, à Bonneval comme à La Plagne, on voie aussi loin... »

La montagne, « parc » de loisirs, enjeu politique, alpage, dénaturée, idéalisée, protégée... Un terrain d'investigation à multiples dimensions pour les chercheurs du C.E.R.A.T.

Corine LACRAMPE